

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



5 juin 2008

2 pages

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE L'ASSURANCE DE PROTECTION JURIDIQUE  
INTERNATIONALE VEREINIGUNG DER RECHTSSCHUTZ-VERSICHERUNG  
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF LEGAL EXPENSES INSURANCE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE L'ASSURANCE DE PROTECTION JURIDIQUE (RIAD)

## UNE RÉGLEMENTATION STRICTE DES PROFESSIONS JURIDIQUES N'AMÉLIORE PAS L'ACCÈS AU DROIT

Antje Fedderke (RIAD): 'il y a la preuve que les frais d'un avocat sont supérieurs à ceux d'un spécialiste juridique qui n'est pas un avocat.'

*Le rapport « Réglementation de la profession juridique et accès au droit », réalisé à la demande de l'Association Internationale de l'Assurance de Protection Juridique (RIAD), apporte une perspective économique sur la réglementation des professions juridiques et sur l'accès au droit dans 12 pays européens. L'étude démontre que l'accès au droit n'est pas mieux garanti par une réglementation stricte. Par ailleurs, les bénéfices réels d'une telle réglementation ne sont pas établis, compte tenu de son coût. Les gouvernements devraient, par conséquent, être en mesure de justifier qu'un niveau de réglementation élevé apporte des bénéfices sociaux, en termes d'amélioration de l'accès au droit, supérieurs à ses coûts sociaux. Les résultats du rapport sont suffisamment solides pour lancer un débat politique.*

Les Etats souhaitent garantir la sécurité juridique pour tous les justiciables. Afin de défendre l'intérêt général, la plupart des Etats européens ont accordé certains privilèges exclusifs aux avocats, dont notamment le monopole de la représentation. Une grande partie de cette réglementation est destinée à préserver la qualité des services rendus, mais peut aussi restreindre la concurrence. En conséquence, les prix payés pour des services juridiques fournis par des avocats peuvent être trop élevés, ce qui, en fin de compte, réduit l'accès au droit et est en contradiction avec les objectifs initiaux visés par les Etats. RIAD a chargé SEO Economic Research d'effectuer une étude sur l'effet de la réglementation des services et des professions juridiques sur l'accès au droit dans plusieurs pays européens. La question centrale de l'étude est : **"Quel est l'effet de la réglementation de la profession juridique – principalement des avocats – sur l'accès au droit ?"**

L'étude atteste qu'il n'est pas certain que les formes les plus strictes de réglementation produisent plus de bénéfices en matière d'accès au droit, que de coûts qui en découlent.

Il est clair que la réglementation apporte des bénéfices, mais les coûts qui en résultent pour la société sont trop souvent passés sous silence. Les autorités supposent simplement que les bénéfices sociaux de la réglementation sont supérieurs à ses coûts; elles devraient être cependant en mesure de le prouver. Il est en effet important qu'elles puissent expliquer, d'une part les raisons pour

lesquelles elles choisissent un niveau de réglementation plutôt qu'un autre, et d'autre part, la manière dont la société dans son ensemble va effectivement profiter des bénéfiques produits par ce niveau de réglementation.

Au sein de l'Union Européenne, il existe de grandes différences sur la manière de garantir l'accès au droit. En ce qui concerne les professions juridiques, certains pays ont une législation très restrictive alors que d'autres ont des régimes beaucoup plus libéraux. En revanche, il n'existe que peu de différences quant au niveau de l'accès au droit.

Certains marchés apparaissent comme sur-réglementés. Ils semblent plus sauvegarder les intérêts de certaines catégories de professionnels, que défendre l'accès au droit des consommateurs. Des réglementations plus libérales donnent par contre la possibilité aux consommateurs de s'adresser soit à des avocats membres du barreau, soit à d'autres professionnels du droit n'étant pas nécessairement avocats. Aucun élément n'a pu être trouvé attestant que dans les pays connaissant une réglementation stricte, les avocats apportent une prestation de meilleure qualité que d'autres juristes, non-inscrits au barreau. En revanche, l'étude démontre que les coûts d'un avocat sont supérieurs à ceux d'un autre professionnel du droit n'étant pas avocat au barreau.

D'un point de vue économique, il semble que la société ait beaucoup à gagner de la libéralisation du marché du droit. Les résultats de l'étude attestent que la libéralisation des professions juridiques, en permettant aux autres professionnels du droit non-avocats de jouer un rôle plus important sur ce marché, peut avoir un impact important sur la réduction des prix.

Une discussion ouverte sur les coûts et les bénéfiques des niveaux actuels de réglementation de la profession juridique doit avoir lieu, et remplacer les positions dogmatiques actuelles se fondant uniquement sur des hypothèses. Ce rapport devrait stimuler un dialogue approfondi sur la réglementation des marchés juridiques dans l'Union Européenne entre autorités, professionnels du droit, économistes, sociologues et les autres parties prenantes.

Selon RIAD, plus de concurrence entre les avocats et les experts juridiques -qui ne sont pas avocats- résulte dans des avantages pour les citoyens et le gouvernement. Les niveaux actuels de la régularisation ne stimulent pas une concurrence pareille à tant de places.

**Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Antje Fedderke, Secrétaire Générale de RIAD au +32 (0)2 732 36 28.**

---

*RIAD, association de compagnies d'assurance de protection juridique et de prestataires de services dans ce domaine, tend à promouvoir, par l'intermédiaire de ses membres dans le monde entier, un accès simple, abordable, et de qualité, au droit et à la justice. RIAD compte 57 membres dans 18 pays. Les membres de RIAD sont spécialisés dans l'assurance et/ou les services œuvrant au respect et à la défense des droits individuels: ils mettent à disposition de leurs clients les moyens d'accéder simplement à un conseil juridique et à des services de qualité. Ils protègent efficacement leurs clients contre le risque financier lié au recours à des professionnels du droit et à l'accès à la justice.*

*SEO Economic Research effectue des recherches économiques appliquées et indépendantes pour l'Etat et le secteur privé. Les recherches de SEO contribuent de manière importante aux processus décisionnels de ses clients. SEO economic research est associé à l'Université d'Amsterdam qui lui fournit des informations de grande valeur sur les méthodes scientifiques les plus récentes. En tant qu'organisation à but non-lucratif, SEO investit constamment dans le capital intellectuel de ses collaborateurs en encourageant une planification active de leur carrière, la publication d'ouvrages scientifiques et la participation à des réseaux scientifiques ainsi qu'à des conférences internationales.*